

## Une équipe pour le Finistère

Comment peut-on être crédible lorsqu'on se présente pour diriger une collectivité qu'on souhaitait voir disparaître ?

À l'occasion de la campagne pour les élections départementales, la plupart des arguments avancés par la Droite du Finistère sonnent faux ou sont hors sujet. L'action sociale et la solidarité devaient être au cœur des propositions, mais les amis de Maël de Calan répondent aide aux entreprises, qui est une compétence régionale, soutien aux communes qui veulent se doter de vidéosurveillance ou équiper leur police municipale ou baisse d'une fiscalité départementale qui n'existe quasiment plus.

Pourquoi? Tout simplement, parce que Maël de Calan ne croit pas aux Départements. En 2014, il souhaitait même leur suppression : « **Il y a un échelon de trop** », disait-il. « **Ça coûte une fortune. Quand nous serons au pouvoir nous supprimerons les Départements.** »

Fort heureusement, le représentant national de ce qui reste du courant juppéiste, n'a pas eu l'occasion de mettre en application la potion libérale qu'il prône depuis qu'il a rejoint le RPR. Chacun a bien compris que l'ancien candidat à la présidence du parti Les Républicains, (9,85% en 2017) ne cherche qu'à exister nationalement. La présidence du Conseil départemental ne serait pour lui qu'un tremplin.

Or, le Finistère a besoin d'une équipe et d'un président qui s'engagent vraiment autour d'un projet correspondant aux compétences du Conseil départemental et répondant aux attentes de toutes les Finistériennes et de tous les Finistériens, en particulier les plus vulnérables.



Le Département n'est pas un tremplin

L'équipe *Finistère et Solidaires* présente un projet, en cohérence avec l'action menée depuis plusieurs années. Il n'en est pas de même avec les candidats de l'Alliance qui annoncent une cure d'austérité pour le Département de 40 millions d'euros, mais refusent de préciser dans quels domaines ils réaliseront ces « économies ». Au point que les Socialistes de Landerneau ont publié un communiqué pour mettre en garde les électrices et les électeurs de leur canton contre le risque d'un abandon du second collège public, pourtant acté par la majorité départementale.

« **La concrétisation de ce projet doit logiquement intervenir au début de la prochaine mandature. Le scrutin des 20 et 27 juin peut se révéler déterminant à cet égard** », insistent les Socialistes de Landerneau.

« **Où seront prélevés ces 40 millions d'euros ?** », demandent-ils. « **Dans les dispositifs d'action sociale pour les familles ou les personnes âgées ? Dans le programme de construction de collèges ?... Les précisions manquent à ce stade ! Mais le recul envisagé par la Droite départementale inquiète profondément tous les défenseurs d'un service public de qualité et de proximité.** »

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 16/06/2021

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Aux urnes !

Qui peut imaginer le Rassemblement National arriver en tête des élections régionales, en Bretagne, dimanche soir? Et pourtant... Une nouvelle digue pourrait bien tomber si la liste menée par Gilles Pennelle parvenait à arriver en tête dans l'une des régions les plus hermétiques aux idées d'Extrême-droite. Car l'Extrême-droite saura, comme d'habitude, profiter de l'abstention.

Chacun aura certainement d'excellentes raisons pour ne pas aller voter dimanche : l'envie de pouvoir enfin retrouver ses proches, de sortir sans masque, de profiter des plages... Et de toutes façons, « *il y a deux tours!* », se diront certains, pour se donner bonne conscience.

Mais c'est bien dès le premier tour que se joue l'élection. C'est lui qui détermine quelles listes peuvent ou non se maintenir et avec qui elles peuvent fusionner.

Dimanche, c'est l'image de la Bretagne que nous devons défendre, en votant massivement.

PS29

# Un office solidaire

**Contenir la flambée des prix des logements apparaît comme un défi majeur à relever dans le Finistère. Face à un phénomène aussi important, il ne suffit pas de dénoncer ou de se lamenter, il faut agir. C'est ce qu'a fait le Conseil départemental en décidant, à la commission permanente du lundi 7 juin 2021, de se doter d'un Organisme de Foncier Solidaire (OFS) départemental.**

« **Voilà plus de deux ans que nous travaillons sur ce dossier** », explique Jean-Paul Vermot, conseiller départemental sortant, en charge du Logement. « **Nous sentions monter des tensions sur le marché de l'immobilier dans certains secteurs, notamment sur le littoral, et une partie de la population éprouvait des difficultés à se loger.** »

Les Organismes de Foncier Solidaire (OFS) offrent une alternative à la propriété des sols, source d'inflation. Leur souplesse en font de véritables

« couteaux suisses » capables de répondre à de multiples enjeux : réhabilitation du parc ancien, production de logements neufs, régulation foncière... « **L'OFS permet à la fois de lancer des opérations immobilières, mais aussi de réduire la spéculation** », insiste Jean-Paul Vermot.

L'OFS départemental se verra doter de deux missions principales. D'une part, il sera chargé de réaliser des opérations d'acquisitions-améliorations dans les secteurs en tension pour contribuer à la

réhabilitation du parc existant à des coûts abordables. En effet, le poids des travaux est réparti entre l'OFS et les ménages.

D'autre part, il engagera des constructions neuves en secteur tendu pour limiter l'impact du foncier.

Le plan prévisionnel pluriannuel de développement et d'investissement prévoit un financement de 6,2 millions d'euros pour l'acquisition/construction de 640 logements, dont 480 logements livrés en dix ans.

Concrètement, comment ça marche ? L'OFS acquiert des terrains pour les conserver dans la durée. Sur ces terrains, propriété de l'OFS, des programmes de construction sont engagés pour répondre aux demandes des ménages modestes. Ces logements sont achetés grâce à un bail réel solidaire. Les acquéreurs possèdent le logement mais l'OFS demeure propriétaire du foncier. En cas de vente, la plus-value est limitée par l'OFS afin qu'il soit accessible à des ménages modestes.



Un outil pour lutter contre la spéculation

## La Droite se moque des agriculteurs

**Un flop. Voilà comment on peut résumer l'impact du courrier ciblé adressé par la Droite finistérienne au monde agricole, estime Alain Le Quellec, ancien agriculteur, candidat Finistère et Solidaires dans le canton de Châteaulin/Crozon.**

« **La Droite bretonne ou finistérienne, n'a jamais rien proposé pour soutenir l'agriculture ou l'agroalimentaire bretons. Au contraire, ses choix libéraux sont directement responsables des difficultés dramatiques de l'agriculture bretonne** », rappelle-t-il. L'Alliance fait croire aux agriculteurs qu'avec moins de contraintes environnementales, sociales ou fiscales ils retrouveront une compétitivité qui rétablira leurs revenus, mais elle laisse les agriculteurs seuls et sans moyens dans un monde libéral qui capte la valeur ajoutée qu'ils produisent. Même leurs gains de productivité sont détournés par d'autres acteurs. « **Depuis le**

**début, je dénonce la supercherie que représente la loi EGalim** », insiste Alain Le Quellec. Cette loi n'est qu'un code de bonne conduite que les grandes surfaces ne respectent pas.

Faire croire que Maël de Calan, dans le monde qui est le sien, va aller défendre les agriculteurs bretons à Paris et à Bruxelles est une plaisanterie cynique. Avec quel argument ? C'est un mépris des agriculteurs que de prétendre cela.

Toutes les idées de la nécessaire adaptation de l'agriculture à la demande des consommateurs, aux attentes des citoyens, aux défis environnementaux du réchauffement climatique et de la perte de biodiversité sont aujourd'hui portées par la Gauche départementale, régionale.

La Région Bretagne est en effet la région de France qui a le plus utilisé les fonds européens et ajouté des fonds propres pour aider les agriculteurs notamment pour les mesures agro-environnementales et le soutien à l'investissement.

La Droite combat toujours la demande de la Région Bretagne de régionalisation de l'ensemble de la politique agricole commune qui permettrait pourtant des aides plus ciblées et plus justes. « **Mais la Droite ne défend pas les agriculteurs, mais les très gros agriculteurs. Et cela l'immense majorité des agriculteurs l'a compris** », précise Alain Le Quellec.



Seule la Gauche peut réguler les marchés

# Une machine infernale

**Voilà deux ans que les organisations syndicales et les parlementaires de Gauche dénoncent le nouveau mode de calcul des indemnités chômage. Cette réforme, qui ne vise qu'à réaliser des économies sur le dos des plus précaires a été qualifiée de « boucherie » par le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger.**

**A**nnie Le Houérou pour les sénatrices et sénateurs socialistes, écologistes et républicains, Boris Vallaud pour Députés Socialistes et apparentés, Corinne Narassiguin, Maxime des Gayets et Stéphane Troussel, secrétaires nationaux du Parti Socialiste, ont tenu une conférence de presse devant l'agence de Pôle emploi d'Aubervilliers, afin d'expliquer ce qui arrivera à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

Le 1<sup>er</sup> juillet, si le nouveau mode de calcul des indemnités chômage entre en application, 1,15 million de demandeurs d'emploi ne seront plus indemnisés ou verront le montant de leurs indemnités baisser fortement (de 16 à 33%).

Dans le Finistère, 14 186 personnes, dont 4 485 jeunes de moins de 25 ans, sont concernées, selon une étude présentée par Maxime des Gayets qui donne les projections pour l'ensemble des départements.

Voilà maintenant deux ans, qu'avec les organisations syndicales, le Parti Socialiste et ses parlementaires dénoncent la réforme du calcul de l'assurance chômage. Cette mauvaise réforme avant la crise est devenue une

très mauvaise réforme après la crise, en particulier pour les jeunes qui vont payer un lourd tribut.

**« Cette réforme est une véritable machine infernale. Elle va aggraver encore un peu plus les inégalités sociales et territoriales »,** a dénoncé le secrétaire national du parti aux Solidarités, Stéphane Troussel, président du Département de Seine-Saint-Denis. **« Derrière les chiffres, il y a des vies, des vies qui seront abîmées »,** a insisté

le député Boris Vallaud, porte-parole du parti et secrétaire national au Projet, qui a rappelé qu'au lieu de s'en prendre aux plus précaires, il faut au contraire les accompagner et mettre, enfin, en place un « minimum jeunesse ».

La bataille contre le changement du mode de calcul, passe aujourd'hui par la mobilisation aux côtés des syndicats, mais aussi par le vote en faveur des candidat.es de Gauche aux élections régionales et départementales qui, depuis le début, s'opposent à cette « réforme ».



La mobilisation continue

## Le renouveau du PS viendra des territoires

**À quelques jours du passage du « vrai » Tour de France dans le Finistère, celui qu'effectue Anne Hidalgo a fait étape à Quimper, le 10 juin, à l'invitation de la maire, Isabelle Assih.**

**« Je n'allais tout de même pas rester tranquillement dans mon bureau de l'Hôtel de ville de Paris, à profiter d'un second mandat. »** Accueillie par le secrétaire de la section, Jacques Le Roux, et par le Premier secrétaire, Yohann Nédélec, et le secrétaire fédéral aux élections, Tristan Foveau, Anne Hidalgo a expliqué sa démarche aux militants quimpérois.

**« Si certains avaient des doutes sur la nature du macronisme, au début, les choses sont maintenant très claires »,** a rappelé la maire de Paris, qui a pu constater de quoi étaient capables les candidats de la République en Marche pour tenter de se faire élire.

Le PS, affaibli après la dernière

Présidentielle, a réussi à se réinventer et à mettre en avant de nouveaux élus à l'occasion des Municipales. **« C'est précisément dans ces villes, conservées ou conquises par la Gauche, que se trouve la vitalité du socialisme. Nous, nous savons comment engager les transitions énergétiques ou démocratiques. Nous ne nous contentons pas d'incantations. »**

Pour Anne Hidalgo, les électrices et les électeurs de Gauche attendent

une union et un projet qui répondent à leurs attentes : comment réduire les inégalités ? Comment renforcer le service public pour la santé, l'éducation, le travail, le logement... ? Comment engager la transition écologique ? Et, enfin, comment pacifier notre démocratie et réapprendre à se parler et à s'écouter ?

Les sondages sont désespérants, mais ils ne mesurent, par définition, que l'adhésion à des projets politiques existants, pas à ceux qui seront proposés.



D'abord, élaborons notre projet

**« Je ne peux pas me résigner à ce que le débat de la prochaine Présidentielle soit accaparé par le duel Macron/Le Pen. Je veux que les électeurs votent pour un projet et pas contre des candidats. »** Comment faire pour élaborer ce projet ? **« Il faut retourner là où le PS est fort, c'est-à-dire dans les territoires, comme ici à Quimper, où des équipes de Gauche inventent les solutions avec les habitants, pour s'en inspirer. D'abord, le projet. Ensuite, on verra qui pourra l'incarner. »**

# Agenda

**20 et 27 juin**  
Élections  
départementales et  
régionales.

**27, 28 et 29 août**  
Rendez-vous de rentrée  
à Blois.

Retrouvez-nous sur  
 Facebook  
**PS.Finistere**  
 et Twitter  
**@fede\_PS29**

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
 N° 1359 - Vendredi 18 juin 2021  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
 26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
 Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
 Tél. 02 98 43 44 39  
 13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
 Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP



# Pour « une société du soin réciproque »

**Dans une Tribune publiée par Le Monde, un collectif de quinze présidents (PS) de Conseils départementaux et la maire de Paris, Anne Hidalgo, réclament le droit d'expérimenter des solutions nouvelles au niveau départemental, notamment ouvrir le RSA aux jeunes de 18-25 ans et créer un revenu de base.**

« **D**epuis plus d'un an, la pandémie a tendu à la société française un miroir grossissant de ses inégalités, de ses fragilités. À côté de l'impact sanitaire et économique qui marquera durablement notre société, la pandémie a agi comme un révélateur des mécanismes d'exclusion et de la pauvreté qui la fracturent. Dans cette crise si violente, un triple mécanisme est à l'œuvre.

Nous le savons, les effets de la crise sont loin d'être homogènes pour toute la population et dans tous les territoires. Face à cette crise, les acteurs publics ont dû s'organiser et il a fallu rapidement parer au plus pressé.

**« Les Départements sont en première ligne pour limiter la casse sociale et accompagner au mieux nos concitoyens les plus vulnérables. »**

Nous avons créé des fonds d'aides de plusieurs millions d'euros à destination des artisans et des commerçants, afin qu'ils puissent encore honorer leurs factures. Nous avons utilisé tous les moyens à notre disposition pour soutenir l'économie locale et des secteurs-clés, comme l'agriculture ou le tourisme, tout en continuant à irriguer les acteurs associatifs très sollicités durant cette période. Nous avons contribué à limiter les inégalités d'accès aux protections sanitaires, aux biens de première nécessité grâce aux « bons solidaires » ou encore aux outils numériques pour les plus jeunes.

Les Départements sont, par leur action, en première ligne pour limiter la casse sociale et accompagner au mieux nos concitoyens les plus vulnérables. La jeunesse est un point central, auquel nous apportons une vigilance toute particulière. Les jeunes en emploi précaire subissent de plein fouet l'impact économique de la pandémie. Le taux de chômage a progressé davantage pour les jeunes que pour les autres classes d'âge, en 2020.

Depuis 2017, les signaux d'alerte se sont multipliés. Nous refusons qu'ils ne soient pas entendus et que les jeunes demeurent l'angle mort de ce gouvernement.



En ce sens, nous sommes déjà à pied d'œuvre pour développer des politiques sociales innovantes et nous soutenons tous les dispositifs, dont celui de l'association France urbaine, qui vise à lutter contre la pauvreté des jeunes, par le biais d'accompagnements financiers et sociaux. Nous voulons une reconnaissance pleine et entière de la citoyenneté sociale des jeunes.

Nous réaffirmons notre volonté d'ouvrir le RSA aux jeunes de 18-25 ans et d'expérimenter un revenu de base. Assurance-maladie, revenu minimum, revenu de solidarité... La France a toujours su avoir l'audace de l'innovation sociale. Aujourd'hui, nous demandons au gouvernement d'être fidèle à notre histoire sociale et de nous laisser expérimenter, sur nos territoires, des solutions nouvelles pour accompagner nos concitoyens.

Cette lutte globale contre l'exclusion n'est pas qu'une question d'outils, de dispositifs, de procédures. La pandémie nous a cruellement rappelé que nous partageons une même communauté de destin. Si nous voulons gagner face à des divisions de plus en plus aiguës de la société française, nous devons porter fièrement un projet de fraternité et de solidarité. Prendre soin des autres, assurer des politiques de solidarité, lutter contre toutes les formes d'exclusion... Voilà le cœur des politiques publiques départementales. Nous appelons désormais à porter « une société du soin réciproque ».

Cela passe par une construction politique, à la fois plus équitable et plus solidaire, avec les plus fragiles. Elle nécessite de penser de nouveaux droits à destination des personnels et auxiliaires de soins ou d'accompagnement. Elle porte une vision globale des solidarités qui repose sur l'alliance entre l'action publique et les projets citoyens et collectifs.

Si le gouvernement assume de faire confiance à l'action locale, les Départements, par l'action sociale et territoriale qu'ils mènent, peuvent être au cœur de ce nouveau projet. Le moment est venu pour la France de réaffirmer que la solidarité est une ressource nationale et une richesse pour ses territoires. »